

Le cri d'alarme du patron des céréaliers français



Sursaut. Jean-François Loiseau appelle à repenser notre souveraineté alimentaire.

Terrien. Jean-François Loiseau, président d'Intercéréales, dans son exploitation du Loir-et-Cher.

PROPOS RECUEILLIS PAR BEATRICE PARRINO

Agriculteur dans le Loir-et-Cher, Jean-François Loiseau est à la tête d'Intercéréales, l'organisation interprofessionnelle consacrée aux céréales. « Notre filière génère 450 000 emplois dans le pays : des agriculteurs, des collecteurs de grains, des transformateurs, des meuniers, des fabricants d'aliments, des malteurs, des amidonniers, des exportateurs, etc. » En parallèle, il préside Axéréal, une coopérative basée à Orléans qui emploie plus de 2 500 salariés en France et vend du blé et de l'orge en Afrique et en Asie. Pour *Le Point*, Jean-François Loiseau décrit le big bang céréalier en cours, alors que la guerre entre l'Ukraine et la Russie pourrait priver la planète d'un gisement de 60 millions de tonnes de céréales.

L'Afrique fragilisée

« Nous recevons tous les jours des appels d'entreprises ou de gouvernements africains et du Maghreb très inquiets. Ils sont à la recherche de blé et de farine pour avril, ou mai ; ils disposent de faibles stocks. À cause de la guerre, ils ne peuvent solliciter ni l'Ukraine ni la Russie, qui pèsent en temps normal 35 à 40 % des exportations mondiales – 60 millions de tonnes. Prenons le cas du Liban. Jusqu'à présent, il était dépendant à hauteur de 90 %

de ces deux pays. Dans les prochaines semaines, il devra affronter de grandes difficultés. Comme la Tunisie, je pense. D'ailleurs, ces deux pays sont les plus vulnérables à court terme.

Pour acheter du blé, l'Égypte, l'Algérie, la Tunisie ou encore le Liban ont l'habitude de lancer des appels d'offres, accompagnés de cahiers des charges bien précis. Les Américains, les Russes, les Ukrainiens, les Européens, etc., tout le monde y répond. Qui gagne ? Évidemment, celui qui propose le prix à la tonne le plus bas ! La Russie et l'Ukraine savent casser les prix ; c'est ainsi que ces deux pays ont conquis des parts de marché en Afrique. Un dollar en moins, cela change tout. L'Égypte compte 120 millions d'habitants, produit 5 à 7 millions de tonnes par an, mais doit en importer 12 millions. Une tonne à 5 dollars de moins, ça fait 60 millions de dollars d'économies.

Des stocks limités

Aujourd'hui, le cours mondial du blé dépasse les 400 dollars la tonne. Du jamais-vu, certes, mais attention, quand on dit "les agriculteurs français vont se régaler", on se trompe. Et pas qu'un peu. Pourquoi ? Car nous n'avons presque plus de blé à écouler. Nous avions pratiquement tout vendu avant le déclenchement de la guerre. En France, nos stocks disponibles à 100 % sont inférieurs à 500 000 tonnes. Autrement dit, on ne peut pas envoyer en même temps trois bateaux pour le Liban, l'Égypte et le Maroc. Nous avons un devoir en Europe d'organiser la logistique et la fourniture de céréales vers les pays les plus à risque d'ici le mois de juin. La ■■■

La culture du blé tendre en France (données 2020)

5^e

producteur mondial

1^{er}

en Europe

6^e

exportateur mondial

29,2

millions de tonnes produites, dont 46,8 % exportées

4,3

millions d'hectares

245 000

exploitations céréalières.

Source : Intercéréales.

« Quand on dit "les agriculteurs français vont se régaler", on se trompe. Et pas qu'un peu. »

KHANH RENAUD POUR « LE POINT »

■■■ prochaine campagne de récolte en France démarrera fin juin, début juillet. Espérons que le climat sera de notre côté, et qu'il nous permette d'assurer un volume de production satisfaisant afin de répondre à cette demande extraordinaire.

Très chère production

On parle beaucoup du bond du cours du blé, mais beaucoup moins de l'explosion de nos coûts de production. Pourtant, ils ont grimpé de 50%. Tout a augmenté: l'huile, la ferraille, les pneus, les carburants, les engrais, etc. Il est difficile de tailler dans ces dépenses, car il s'agit d'investissements pour préparer au mieux les futures récoltes de blé, de maïs, de colza. Ce blé sera mis en vente à partir de juillet, et il nous faudra alors réussir à le vendre entre 340 et 360 euros la tonne pour couvrir nos frais et pour que l'ensemble des intermédiaires gagne un peu d'argent. Aujourd'hui, nous dépensons en moyenne 300 euros pour produire une tonne. Pour les agriculteurs, si le marché venait à baisser, il faudrait absolument que le coût des intrants baisse également afin d'éviter un effet ciseau. En même temps, il ne faut pas non plus que le cours du blé augmente, car les filières animales qui achètent des céréales pour nourrir leurs bêtes ne pourraient pas faire face.



Dans l'Union européenne, certains agriculteurs font face à des difficultés d'approvisionnement, en engrais et en alimentation animale, notamment pour les volailles et pour les porcs. Jusqu'au 24 février, l'Ukraine exportait beaucoup de maïs et de tournesol vers les Vingt-Sept. Par ailleurs, les agriculteurs français dépendent à environ 60% de la Russie pour les engrais azotés. S'en passer n'est pas chose facile. Tout est une question de temps pour pouvoir trouver des alternatives.

Nous voulons des solutions immédiates à des problèmes qui relèvent du temps long. Grâce à la recherche, aux innovations, nous pourrions fabriquer des engrais sans gaz, ou développer des variétés de blé utilisant moins d'engrais. Mais la recherche variétale prend,

Moisson. Pour répondre à la très forte demande de blé, les producteurs français restent tributaires des caprices du climat.

par exemple, entre sept et huit ans et nécessite des capitaux colossaux. Pour cela, il faut des entreprises leaders, prêtes à déployer de l'argent. La génétique demande des centaines de millions d'investissement. La logistique, des milliards. Et là, il y en a du travail à faire. Nos sites portuaires et nos voies ferroviaires doivent être modernisés!

Retards logistiques

Entre 2015 et 2016, mon entreprise Axérial et la région Centre ont déboursé 4,5 millions d'euros pour remettre à niveau 15 kilomètres de voies près de Blois. La SNCF, trop endettée, n'a rien pu mettre. L'État non plus. Pourtant, en France, un train transporte autant de blé que 40 camions. Nous avons besoin de ces 15 kilomètres pour atteindre nos silos. Un silo équivaut à 60 000 tonnes, c'est soit 50 à 60 trains, soit 2 000 à 2 500 camions... La modernisation de nos voies ferroviaires prendrait cinquante ans. Ailleurs, on construit des lignes de chemin de fer, avec des rames très efficaces, qui tournent jour et nuit. Vous verriez la logistique ferroviaire aux États-Unis. Ils n'ont pas le TGV, mais les trains de blé, de maïs et de soja, eux, arrivent à la seconde près.

La logistique n'est pas un petit sujet, c'est un vrai facteur de compétitivité. Face à l'Ukraine et la Russie, nous pâtissons de réglementations plus dures, mais surtout leurs infrastructures sont plus récentes et modernes qu'en France. Ce qui leur permet de réduire leurs charges. C'est le vrai point central, et non pas la masse salariale comme je l'entends, à tort, trop souvent. En moins de quinze ans, entre 2004 et 2018, la Russie et surtout l'Ukraine se sont développées de façon extraordinaire. Une espèce d'armada s'est mise en place, avec des entreprises étrangères (Cargill, Pioneer, etc.), qui ont investi énormément à Odessa, à Yuzhny, à Marioupol, pour le stockage de grains par exemple. En 1993, après la chute du bloc soviétique, j'étais allé dans

Le casse-tête des engrais

Pour nourrir une plante céréalière, il faut trois éléments de base: le phosphore, la potasse et l'azote. Une fois que tout est dosé et mélangé, on obtient les engrais.

« Pour ces trois ingrédients, la France dépend de l'étranger. Mais les chiffres que j'entends concernant nos importations en provenance de la Russie ne correspondent pas à la réalité: les fabricants français importent environ 10% pour chacune de ces matières de Russie », dit Florence Nys, directrice générale de l'Union des industries de la fertilisation. Dans son dernier rapport annuel consacré à la pandémie, la Cour des comptes notait que la production française ne couvrirait que 25% de ses besoins, avec comme

principaux pays fournisseurs étrangers la Russie, le Maroc et l'Égypte. Elle indiquait regretter une absence de stocks, à la différence de ce qui se fait en Allemagne, en Suisse ou en Finlande. Le principal casse-tête des agriculteurs français concerne les engrais dit azotés. « On a besoin de gaz, qui peut être russe, pour les synthétiser », précise Florence Nys. Quelques alternatives à ce type d'engrais, comme ceux issus de ressources recyclées, existent déjà, mais leur volume est limité. Il y a aussi la possibilité de se fournir ailleurs qu'en Russie, en mettant le prix. Depuis le début de la guerre, les tarifs ont été parfois multipliés par trois ■ B.P.

Nuages sur les tournesols

L'Ukraine écoule à elle seule plus de la moitié de l'huile de tournesol commercialisée à travers le monde. En ajoutant la Russie, les flux issus de ces deux pays frôlent les 80%. Et sont quasi à l'arrêt. Avec des stocks bloqués à Odessa, par exemple. Ajoutez à cela une incertitude sur les semis et le suivi de culture en zones de guerre pour la récolte de septembre prochain, et vous avez des particuliers qui s'inquiètent de la disponibilité future de ce produit. Certains distributeurs annoncent déjà de folles rotations en rayons. « En 2022, les Français ne vont pas manquer d'huile de tournesol », veut rassurer le directeur général d'Avril, Jean-Philippe Puig. Dans l'escarcelle de cette entreprise : l'huile Lesieur, marque leader, qui est produite exclusivement avec des grains français. Avril fabrique également des huiles pour de nombreuses marques distributeurs françaises, pesant ainsi plus de 50% du marché national. « Pour ces produits, on s'est démené pour acheter les grains encore disponibles en France et on est arrivé à importer le stock du dernier bateau en provenance

de Bulgarie. Nous avons réservé cette marchandise avant la guerre, mais cela n'a pas été aisé de l'obtenir, car il y a eu une surenchère sur les prix. Nous avons donc dû accepter de payer plus cher pour obtenir suffisamment de grains. » Conséquence : « Le prix d'un bouteille à 1,50 euro va finir à 3 euros. » Le tournesol subissait déjà une forte hausse de son prix avant le conflit ukrainien, à cause d'une production moindre et de stocks assez bas. La guerre a accentué

cette tendance. Quid de 2023 ? Tout dépendra de la situation en Ukraine dans les prochaines semaines, et de la possibilité ou non des agriculteurs d'y semer des graines de tournesol. En cas de blocage, les prix devraient évidemment encore augmenter, même si l'Union européenne incite les agriculteurs européens à produire plus de tournesols sur leurs terres aujourd'hui en jachère. Mais même si tous s'y mettaient, avec 4 millions d'hectares disponibles, l'UE ne pourrait satisfaire la demande européenne, et encore moins celle mondiale. L'huile de tournesol est en effet aussi très prisée de l'industrie agroalimentaire. Elle pourrait être substituée par le colza, le soja, l'huile de palme. « On travaille sur de nouveaux mélanges avec nos clients pour tenter de faire face à la hausse de prix, ou à la pénurie de tournesols, pour 2023 », explique le numéro 1 d'Avril, qui détient 50% de part de marché sur ce secteur. À noter que, dans le sillage du tournesol, les prix du colza ou de l'huile d'olive sont orientés à la hausse ■ B. P.



le sud de la Russie, tout près de l'Ukraine. À l'époque, les céréaliers de ces pays produisaient une à deux tonnes de blé à l'hectare, quand, en France, on en était déjà à 7 tonnes. Aujourd'hui, l'Ukraine et la Russie naviguent entre 4 et 7 tonnes. La taille de leurs exploitations a aussi explosé, de 150 à plusieurs milliers d'hectares parfois. Ces territoires sont incroyables, il y fait très froid l'hiver, très chaud l'été. Résultat : leur rendement à l'hectare est plus faible que chez nous, mais leur blé est de bonne qualité. Il contient plus de protéines que le nôtre. Ce qui facilite la fabrication de la farine et, par conséquent, celle des produits issus de la panification. Le pain sera plus aéré et surtout sera plus facile à réaliser.

Le réveil de l'UE

Actuellement, sur mon exploitation, où je travaille avec mon fils, on s'apprête à semer des betteraves. Car il n'y a pas que du blé sur une exploitation française ! Nous allons aussi nous remettre à exploiter nos terres en jachère, les retourner, comme l'a recommandé l'UE à l'ensemble des céréaliers européens. Cette initiative, qui doit permettre de répondre, à la marge, à la crise actuelle, est compliquée à mettre en œuvre : c'est coûteux, car la terre n'a pas été exploitée depuis des années. Nous allons y cultiver du tournesol, du maïs, peut-être du soja, du sorgho. Du blé ? C'est trop tard pour cette année. Il faudra attendre l'automne prochain pour les semis, avec un effet visible en

400

dollars
C'est le cours mondial de la tonne de blé. Du jamais-vu.

60%

C'est la part des engrais azotés importés de Russie pour les agriculteurs français.

2023. On s'attend tout de même à un rendement plus faible que pour les autres terres.

Cette décision politique de mise en exploitation des terres en jachère va permettre de produire quelques centaines de milliers de tonnes de céréales supplémentaires. Rien de révolutionnaire, puisque l'Union européenne exporte 35 millions de tonnes par an. Mais, et c'est une vraie bonne nouvelle : on peut espérer que l'UE repense sa souveraineté alimentaire, sans s'enfermer sur elle-même. Pour faire face à la concurrence, et à cette instabilité géopolitique, nous avons besoin d'une vraie politique européenne et française de réarmement de l'agriculture avec des moyens de moins en moins chimiques, de moins en moins issus de l'industrie pétrolière, et de plus en plus dans une dynamique de neutralité carbone. La mentalité de certains Français, qui voient la technologie comme un ennemi, doit aussi évoluer ■

« L'Ukraine et la Russie bénéficient d'infrastructures plus modernes qu'en France. » J.-F. Loiseau